

L'usine de confection fermerait ses portes en septembre

Les ouvrières de Boyé reçoivent l'appui des Job

Contre le portail de l'usine, des pneus se consomment en laissant échapper une lourde fumée noire ; des papiers blancs conservés par les Job comme un trésor de guerre jonchent le sol ; dans un coin, brûlent quelques vieilles planches dans un brasero... C'était hier, devant les établissements Boyé, dans une atmosphère de déjà vu. Depuis des années en effet, les conflits se suivent et se ressemblent dans cette entreprise manufacturière où les salariées ont déjà essuyé huit mois de chômage partiel, puis huit mois de chômage total, avant un plan social qui s'est traduit par 47 licenciements. Et parce que les problèmes n'arrivent jamais isolément, le 21 septembre est venu encore fragiliser le sort des petites mains condamnées à rejoindre leur atelier (ou ce qu'il en restait) quinze jours après la catastrophe. Hier, les délégués CGT de Job-Scheufelen sont venus assurer la défense des Boyé qui avaient

combattu à leurs côtés lors de la chute finale du papetier allemand. Situés tout près du site chimique, en bordure de rocade, les bâtiments Boyé portent les blessures irréversibles de l'explosion d'AZF. Compte tenu des dégâts, les locaux devront être reconstruits. C'est pour cette raison que la direction a accéléré sa décision de quitter définitivement Toulouse pour la commune du Vernet, dans des locaux occupés jusqu'alors par France Télécom.

Tout est parti du 17 janvier, lorsque le directeur, Pierre Boyé, a confirmé en comité central d'établissement son projet de délocaliser le site au sud de Toulouse. Depuis, les réunions se sont succédé pour tenter de trouver une solution propre à maintenir l'activité sur place. Des réunions sont intervenues avec l'État, les collectivités locales et territoriales pour assurer le cofinancement de la reconstruction. Yvette Benayoun-Nakache, députée, a multiplié les démar-

ches, et la mairie aurait même proposé de racheter l'usine une fois rénovée pour ensuite la relouer à la société.

Hier, des élus de gauche, dont François Simon et Claudie Fontès, sont venus réclamer à leur tour la tenue d'une nouvelle table ronde. Mais Pierre Boyé, lui, refuse de céder aux pressions de « quelques » délégués.

Cette situation ne surgit pas par hasard. L'implantation prévue au Vernet est au cœur du grand projet d'entreprise conduit depuis un an par Boyé. À terme, seront regroupées dans un même lieu les activités des usines de Sète et de Toulouse. Avec le Vernet, Boyé espère répondre à ses nouveaux marchés dans le domaine de la confection de gilets pare-balles et de vêtements de protection bactériologiques. Une activité revigorée par l'actualité de ces derniers mois après la baisse sensible des plans de charge constatée depuis 1997. ■

J.-M. D.



■ Hier matin, les représentantes des salariés ont manifesté devant le siège de la société. Photo DDM - Thierry BORDAS

Pierre Boyé : « Je suis pris en otage »

— Pierre Boyé dirige l'usine de Toulouse, une des trois unités de fabrication avec Sète et Bédarieux. Le mouvement de grève survenu hier a eu le don d'exaspérer le Pdg de cet établissement créé à Toulouse après la dernière guerre. Pour sortir de sa longue période de difficultés

financières, Boyé a réussi, l'an passé, à ouvrir son capital à d'autres investisseurs. À une condition cependant, que Boyé réalise des actifs pour financer le développement de l'entreprise. En d'autres termes, il fallait que la société revende les bâtiments de Toulouse pour

reconstruire ailleurs en regroupant en un seul lieu les usines de Toulouse et Sète. Mais la direction devait obtenir auparavant le feu vert du CCE qui, le 4 septembre 2001, se prononça à l'unanimité en faveur de cette décision. C'était donc avant l'explosion d'AZF. « Au mois

de janvier, j'ai proposé en comité central le choix d'Auterive parce que beaucoup de salariés habitent au sud de Toulouse. On m'a expliqué alors que c'était trop éloigné. J'ai donc proposé le Vernet, solution qui a été approuvée par 96 % du personnel », indique Pierre Boyé

qui ne comprend toujours pas qu'« une poignée de délégués le prenne aujourd'hui en otage ». Le Pdg est convaincu que le développement de l'entreprise passe par l'ouverture de bureaux R et D au Vernet : « C'est le grand projet d'entreprise. Nous réalisons à ce

jour 130 millions de chiffre d'affaires. Nous sommes leaders français pour les produits technos, gilets pare-balles et vêtements de protection biologiques. Pour nous, le Vernet relève d'un choix incontournable », expliquait-il, hier soir encore. ■

LA DEPECHE DU MIDI